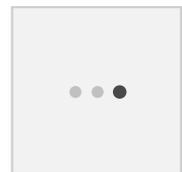


Marianne

Crise sociale en Grèce : d'euphémisme en euphémisme...

Publié le 13/09/2016 à 11:35



Panagiotis Grigoriou

Animateur du blog [Greek crisis](#), qui livre une analyse sociale journalistique de la crise grecque.

[Imprimer](#)

[Partager sur Facebook](#)

[Partager sur Twitter](#)

[Voir plus de partage](#)

Il suffit d'observer (et surtout de vivre) une journée dans les locaux de la Régie d'Électricité (DEI) en Grèce pour mesurer l'ampleur de la crise.

Nos plages se vident peu à peu. Premières pluies, orages et... déjà inondations. Fin de saison. Cinq morts dans le Péloponnèse, météorologie qualifiée d'implacable par la suffisance habituelle des humains. Et partout ailleurs en Grèce, la vie comme on aime dire parfois, ne reprendra plus tous ses droits, telle est la conviction désormais largement partagée, *"le pire... du pire est devant nous pour la société"* croit savoir Katerína, amie et (toujours pour l'instant) Vice-présidente aux affaires sociales à la Région d'Attique... combat perdu d'avance à mon humble avis.

Les affaires dites sociales iront ainsi d'euphémisme... en euphémisme, le commun des mortels se débat dans ses problèmes financiers, contre l'angoisse de se voir disparaître définitivement de l'économie réelle, et ainsi de l'existence... l'électricité en moins.

Il suffit d'observer (et surtout de vivre) par exemple une journée dans les locaux de la Régie d'Électricité (DEI), accueillant "son" si large public pour tout dire furieux et toujours à bord de l'explosion. Depuis... l'avènement de la crise et de la Troïka en Grèce, la facture d'électricité s'est considérablement alourdie, pour devenir... insupportable ; cela, entre l'accumulation de bien nombreuses taxes, les augmentations tarifaires, et les "autres coûts et prélèvements divers" que l'on voit apparaître dans les factures.

Ce que les Grecs ne savent pas toujours, c'est que ces... autres coûts ainsi facturés, tentent à couvrir en réalité les pertes que la Régie subit depuis que les branchements... sauvages et forcément illégaux sur son réseau se sont multipliés. Ce phénomène prend des proportions jamais imaginées, plus de 5.500 cas ont été détectés durant les six premiers mois de cette année, au lieu de 8.500 cas similaires avérés pendant toute l'année 2015, d'après les données rendues publiques par la Régie, reprises par pratiquement toute la presse ce dernier temps.

(...)